

MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTÉS

**DIRECTION DES SERVICES JUDICIAIRES**

Sous-direction des ressources humaines  
de la magistrature

Bureau du recrutement, de la formation  
et des affaires générales – RHM4

Tél. : 01.44.77.61.75

Fax: 01.44.77.22.11

mél : rhm4.dsj-sdrhm@justice.gouv.fr

PARIS, LE 7 JUIN 2011

CIRCULAIRE  NOTE

Date d'application : immédiate

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés  
à

Monsieur le premier président de la Cour de cassation  
Monsieur le procureur général près ladite cour

Mesdames et Messieurs les premiers présidents des cours d'appel  
Mesdames et Messieurs les procureurs généraux près lesdites cours  
(Métropole et Outre-mer)

Monsieur le président du tribunal supérieur d'appel de Saint-Pierre et Miquelon  
Monsieur le procureur de la République près ledit tribunal

Monsieur le directeur de l'Ecole nationale de la magistrature  
Madame la directrice de l'Ecole nationale des greffes

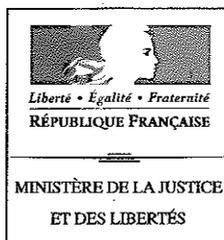
*POUR ATTRIBUTION*

Note N° : SJ-11-173-RHM4/07.06.2011  
Référence de classement : recrutement\_concours/examineurs/examineurs 2011/  
note 2011 examineurs SPECIALISES ADJOINTS.doc  
Mots clés : ENM - concours – examineurs spécialisés adjoints  
Titre détaillé : nomination des examineurs spécialisés adjoints  
Texte(s) source(s) : décret 72-355 du 4 mai 1972 modifié articles 19, 32 et 32-6  
Texte(s) abrogé(s) :  
Publication : BO  JO   
INTERNET  et  
INTRANET  temporaire jusqu'au 31 décembre 2011

**MODALITES DE DIFFUSION**

DIFFUSION ASSUREE PAR LES CHEFS DE COURS AUX MAGISTRATS DE LEUR RESSORT

Pièce(s) jointe(s) : note proprement dite et 1 annexe



Paris, le 07 JUIN 2011

DIRECTION  
DES SERVICES JUDICIAIRES

SOUS-DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES  
DE LA MAGISTRATURE

Bureau du recrutement, de la formation et des affaires générales  
RHM4

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés

à

Monsieur le premier président de la Cour de cassation  
Monsieur le procureur général près ladite cour

Mesdames et Messieurs les premiers présidents des cours d'appel  
Mesdames et Messieurs les procureurs généraux près lesdites cours  
(Métropole et Outre-mer)

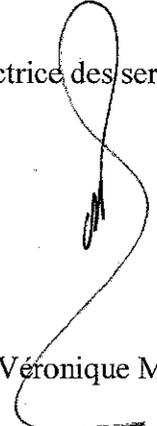
Monsieur le président du tribunal supérieur d'appel de Saint-Pierre et Miquelon  
Monsieur le procureur de la République près ledit tribunal

Monsieur le directeur de l'Ecole nationale de la magistrature  
Madame la directrice de l'Ecole nationale des greffes

Objet : concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature  
Examineurs spécialisés adjoints

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir trouver ci-joint pour information la copie de l'arrêté du 31 mai 2011 portant nomination des examinateurs spécialisés adjoints au jury des premier, deuxième et troisième concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature.

La Directrice des services judiciaires,



Véronique MALBEC

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la justice et des libertés

## Arrêté du 31 mai 2011

portant nomination d'examineurs spécialisés adjoints  
au jury des premier, deuxième et troisième concours d'accès  
à l'Ecole nationale de la magistrature

### Le garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés

Vu l'ordonnance n°58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature ;

Vu le décret n°72-355 du 4 mai 1972 modifié relatif à l'Ecole nationale de la magistrature et notamment ses articles 19, 32, 32-6 et 37 ;

Vu l'arrêté du 03 janvier 2011 portant nomination des président et membres du jury des premier, deuxième et troisième concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature pour la session 2011 ;

### Arrête :

#### Article 1<sup>er</sup>

Sont nommés en qualité d'examineurs spécialisés adjoints au jury des premier, deuxième et troisième concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature :

Monsieur Pierre Arnaudin, substitut du procureur général près la cour d'appel de Bordeaux ;  
Madame Natacha Aubeneau épouse Preau, juge au tribunal de grande instance de Niort ;  
Monsieur Nicolas Aubertin, vice-président au tribunal de grande instance de Bobigny chargé des fonctions de juge d'instruction ;  
Madame Justine Aubriot, juge d'instruction au tribunal de grande d'instance d'Aix-en-Provence ;  
Madame Emma Bellotti épouse Lascombes, vice-présidente au tribunal de grande instance de Béziers chargée du service du tribunal d'instance ;  
Madame Catherine Benoit-Gervais, expert psychologue près la cour d'appel de Grenoble ;  
Madame Anne-Laure Bergère, juge au tribunal de grande instance d'Argentan ;  
Monsieur Michel Bernardi, expert psychologue près la cour d'appel de Bourges ;  
Madame Véronique Bessede épouse Maurice, vice-présidente au tribunal de grande instance de Nanterre ;  
Monsieur Alain Birgy, vice-président au tribunal de grande instance de Montauban ;  
Madame Marie-Laure Boubas épouse Bossuat, substitue du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Versailles ;  
Monsieur Marc Bourragué, vice-président au tribunal de grande instance de Paris ;  
Madame Brigitte Brun épouse Lallemand, présidente du tribunal de grande instance de Beauvais ;  
Monsieur Jacques Bruneau, avocat général près la cour d'appel de Paris ;  
Madame Sarah Bulycz, substitue placée auprès du procureur général près la cour d'appel d'Amiens ;

Madame Mireille Callanquin épouse Venet, substitue du procureur général près la cour d'appel de Paris ;  
Madame Nelly Cayot, vice-présidente au tribunal de grande instance de Meaux chargée du service du tribunal d'instance ;  
Monsieur Jean-Yves Charvieux, expert psychologue près la cour d'appel d'Orléans ;  
Madame Marie-Pierre Coquel épouse Denizot, substitue à l'administration centrale du ministère de la justice et des libertés ;  
Madame Candice Daghestani, juge des enfants au tribunal de grande instance de Créteil ;  
Monsieur Yann Daurelle, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris ;  
Madame Nathalie Demorand épouse Tebai, substitue du procureur de la République près le tribunal de grande instance de La Roche-sur-Yon ;  
Monsieur Patrick Desjardins, procureur de la République adjoint près le tribunal de grande instance de Montpellier ;  
Madame Méryil Dubois, première substitue détachée au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique ;  
Madame Elisabeth Duchosal, vice-présidente au tribunal de grande instance de Grenoble chargée du service du tribunal d'instance ;  
Madame Delphine Duprat épouse Combaret, juge des enfants au tribunal de grande instance de Poitiers ;  
Monsieur Fabrice Durand, vice-président au tribunal de grande instance de Toulouse chargé du secrétariat général ;  
Monsieur Gérard Faucou, vice-président placé auprès du premier président de la cour d'appel de Poitiers ;  
Madame Marie-Laure Ferrier, substitue du procureur de la République près le tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence ;  
Madame Cécile Flamet, juge des enfants au tribunal de grande instance de Saint-Omer ;  
Madame Soisic Flouriot, substitue du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Versailles ;  
Madame Anne-Marie Foncelle, présidente de chambre à la cour d'appel de Versailles ;  
Monsieur François Fournié, substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance d'Agen ;  
Monsieur Jean-Jacques Frion, juge au tribunal de grande instance de Béziers ;  
Monsieur Sébastien Gance, juge au tribunal de grande instance de Caen ;  
Madame Isabelle Gardrat Dumont, vice-présidente au tribunal de grande instance de Tarbes ;  
Madame Emmanuelle Gatta épouse Lepissier, vice-procureure de la République près le tribunal de grande instance de Nanterre ;  
Madame Isabelle Geze épouse Martin de la Moutte, vice-présidente placée auprès du premier président de la cour d'appel de Montpellier ;  
Monsieur Antoine Giessenhoffer, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Troyes ;  
Monsieur Benoît Giraud, vice-président au tribunal de grande instance de Versailles chargé du secrétariat général ;  
Monsieur Alain Giroit, premier vice-président au tribunal de grande instance de Lille ;  
Monsieur Christian Gongora, avocat général près la cour d'appel d'Orléans ;  
Madame Sylvie Gossent, vice-présidente au tribunal de grande instance de Caen ;  
Madame Nicole Grandin épouse Moriamez, conseillère à la cour d'appel de Montpellier ;  
Monsieur Charles Grimaldi, substitut du procureur général près la cour d'appel de Nancy ;  
Madame Anne-Christine Herry épouse Vernimont, vice-présidente au tribunal de grande instance de Charleville-Mézières ;  
Madame Véronique Isart, vice-présidente au tribunal de grande instance de Charleville-Mézières ;  
Monsieur Samuel Ittah, juge au tribunal de grande instance de Créteil chargé du service du tribunal d'instance de Saint Maur des Fossés ;

Madame Martine Klughertz, juge au tribunal de grande instance de Strasbourg ;  
Madame Patricia Lafarie épouse Pechon, conseillère à la cour d'appel d'Amiens ;  
Madame Mélanie Lambert, juge au tribunal de grande instance de Nancy ;  
Monsieur Pierre Larroumec, vice-président du tribunal administratif de Bordeaux ;  
Madame Hélène La Salmonie épouse Da Sylva, substitue du procureur de la République près le tribunal de grande instance d'Evry ;  
Madame Christine Leblic épouse Margueritte, vice-présidente au tribunal de grande instance d'Evry chargée des fonctions de juge des enfants ;  
Monsieur Didier Le Corre, vice-président au tribunal de grande instance de Paris chargé du service du tribunal d'instance du 10<sup>ème</sup> arrondissement ;  
Madame Marie Lefort épouse Lelant, juge au tribunal de grande instance de Rouen ;  
Monsieur Herbert Maisl, conseiller d'Etat honoraire ;  
Madame Patricia Mallet épouse Chevallier, vice-présidente au tribunal de grande instance de Toulouse chargée du service du tribunal d'instance de Castres ;  
Madame Christine Mannessier épouse Savarseix, vice-présidente au tribunal de grande instance d'Arras ;  
Madame Emmanuelle Monteil, juge d'instruction au tribunal de grande instance d'Avignon ;  
Madame Régine Morel épouse Gaillard, juge placée auprès du premier président près la cour d'appel de Lyon ;  
Madame Solenne Motyl épouse Hubert, substitue du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Bordeaux ;  
Madame Gonca Murat, juge d'application des peines au tribunal de grande instance de Poitiers ;  
Monsieur Francis Nachbar, procureur de la République près le tribunal de grande instance du Havre ;  
Madame Audrey Nielsen, substitue du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Bobigny ;  
Madame Aline Olié épouse Hernandez, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Clermont-Ferrand ;  
Madame Sonia Pallin, juge des enfants au tribunal de grande instance de Blois ;  
Monsieur Didier Peltier, vice-président au tribunal de grande instance de Paris chargé des fonctions de juge d'instruction ;  
Madame Jennyfer Picoury, juge au tribunal de grande instance de Charleville-Mezières ;  
Monsieur Jean-Yves Pinoy, substitut à l'administration centrale du ministère de la justice et des libertés ;  
Madame Amélie Pison, substitue du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Bobigny ;  
Madame Aurélie Police, substitue à l'administration centrale du ministère de la justice et des libertés ;  
Madame Véronique Pouchard épouse Clavier, vice-présidente au tribunal de grande instance de Marseille ;  
Madame Stéphanie Pradelle, juge d'instruction au tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence ;  
Madame Laurence Priser épouse Deparis, vice-présidente au tribunal de grande instance de Bonneville chargée des fonctions de juge de l'application des peines ;  
Madame Carole Rabolini, expert psychologue près la cour d'appel de Nancy ;  
Madame Marie-Laure Rainsart épouse Piazza, première vice-présidente au tribunal de grande instance de Toulon ;  
Madame Charline Rat, juge au tribunal de grande instance de Châlons-en-Champagne ;  
Madame Hélène Ratinaud, vice-présidente placée auprès du premier président de la cour d'appel de Toulouse ;  
Madame Catherine Ribot, professeure de droit à l'université de Montpellier ;  
Madame Christina Rinaldis, juge des enfants au tribunal de grande instance d'Evry ;

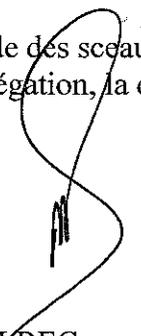
Madame Marie Rouquier épouse Lafitte, vice-présidente placée auprès du premier président de la cour d'appel de Bordeaux ;  
Monsieur Hocine Sadok, maître de conférence à l'université de Mulhouse ;  
Monsieur Thierry Silhol, conseiller à la cour d'appel de Metz ;  
Monsieur Vincent Sizaire, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Bobigny ;  
Madame Florence Sroda, vice-procureure de la République près le tribunal de grande instance des Sables d'Olonne ;  
Madame Dominique Thomas, expert psychologue près la cour d'appel d'Angers ;  
Madame Geneviève Toudic épouse Creon, vice-présidente au tribunal de grande instance de Dunkerque ;  
Madame Anne-Marie Vaillant épouse Solins, expert psychologue près la cour d'appel d'Aix-en-Provence ;  
Monsieur Cristofe Valente, substitut à l'administration centrale du ministère de la justice et des libertés ;  
Monsieur Guillaume Valette-Valla, substitut à l'administration centrale du ministère de la justice et des libertés ;  
Madame Muriel Vassail, juge au tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence chargée du service du tribunal d'instance de Martigues ;  
Madame Isabelle Verissimo, substitue du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Senlis ;  
Madame Annie Verrier, expert psychologue près la cour d'appel d'Amiens ;  
Madame Anne-Marie Viot épouse Vollette, vice-présidente au tribunal de grande instance de Bordeaux ;  
Monsieur Franck Walgenwitz, vice-président au tribunal de grande instance de Saverne chargé des fonctions du tribunal d'instance ;  
Monsieur Didier Weber, expert psychologue près la cour d'appel de Lyon ;  
Madame Laurence Weil, professeure de droit à l'université de Montpellier ;  
Monsieur Alain Zakrajsek, vice-procureur de la République près le tribunal de grande instance de Bourges.

## Article 2

Le présent arrêté sera affiché et notifié au directeur de l'Ecole nationale de la magistrature qui sera chargé de son exécution.

Fait le **31 MAI 2011**

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés  
par délégation, la directrice des services judiciaires

  
V. MALBEC